

ISED Reply and follow up to ISED's Appearance before the Senate Standing Committee on Official Languages (OLLO) on September 16, 2024

Réponse d'ISDE suivant la comparution d'ISDE devant le Comité sénatorial permanent des langues officielles (OLLO) le 16 septembre 2024

Exchange 1

Senator René Cormier: It's intended for various groups, including official language minority communities. I was curious to know, first, who benefited from it? We're talking about investments of \$17.6 million in this program. Can you give us examples of program recipients in the context of official language minority communities, or Official Language Minority Communities (OLMCs)? Are you able to measure the impact of the program, positive or otherwise, on OLMCs?

Ms. Brocca: Thank you for the question. Yes, that's the program. Unfortunately, I am not in charge of managing it. We can follow up on the question. If you want to know who the program recipients are, you will find them on public websites. Regarding the impacts on OLMCs more specifically, we can follow up after the meeting.

Senator René Cormier: If you could send us that information, it would be much appreciated and very useful for our study.

Response 1

Government's support for digital literacy:

- Since 2018, the Digital Literacy Exchange Program (DLEP) funds non-profit organizations to support fundamental digital skills training initiatives for Canadians who need improved skills and confidence in using computers, mobile devices and the Internet safely, securely, and effectively.
- The program has benefitted official language minority communities (OLMCs) across its two phases.
- In its current phase (2022-2025), DLEP has reached more than 1,700 participants identifying as members of official language minority communities, among the 142,000 participants reached to date.
- Examples of recipients that serve OLMCs include:
 - Fabrique Mobile de l'Outaouais, coopérative de solidarité, whose goal is to improve digital skills of the population, particularly people aged 65 and over, residents of rural and remote areas as well as low-income people in the greater region of Outaouais and 5 regional county municipalities (MRC) as well as in the French-speaking population of Ottawa.
 - Gaspésie Literacy Council, whose main goal is to provide digital literacy services and resources to Indigenous and English-speaking minority language communities on Quebec's North Shore and throughout the Bas-Saint-Laurent and Gaspésie.
- In its first phase (2018-2022), the program funded 36 organizations to deliver digital literacy training to Canada's most underrepresented groups, reaching more than 7,000 participants identifying as members of official language minority communities, among the close to 400,000 participants reached.

- Examples of recipients that served OLMCs included:
 - Vision Gaspé-Percé Now, a non-profit organization whose primary objective is to promote and maintain the health, well-being, and social vitality of the Anglophone community in the Gaspé Bay area of Québec (including residents of the city of Gaspé and the city of Percé).
 - Carrefour d'éducation Populaire De Pointe Saint Charles, a place for learning, information, reflection, discussion and exchange for local residents. The organization aims to promote the digital shift in Montreal's southwest by contributing to the digital inclusion of those most affected by this exclusion: women, seniors, people with little education, low-income populations, newcomers, linguistic minorities and people with disabilities.
- Some recipients explicitly target OLMCs whereas other recipients provide training across a large geographical area, which includes members of OLMCs, such as Literacy Link South Central and ABC: Life Literacy Canada.
- ISED measures the impact of the program on members of official language minority communities by collecting voluntary data on the demographic characteristics of each participant of the program.
- Official language minority communities (OLMCs) are among nine underrepresented groups targeted by the program, and which participants may identify, when collecting data. These groups are seniors, those who have not completed high school, low-income Canadians, residents of rural and remote areas, including the North, Canadians with disabilities, Indigenous Peoples, newcomers to Canada, individuals who do not speak English at home, and members of official language minority communities.

Échange 1

Le sénateur René Cormier: Il est destiné à différents types de population, dont les communautés en langue officielle en situation minoritaire. J'étais curieux de savoir ceci : d'abord, qui l'a reçu? On parle d'investissements de 17,6 millions de dollars à l'intérieur de ce programme. Est-ce que vous avez des exemples de bénéficiaires de ce programme dans le contexte des communautés de langue officielle en situation minoritaire? Est-ce que vous êtes en mesure de mesurer l'impact, positif ou non, de ce programme sur les communautés de langue officielle en situation minoritaire?

Mme Brocca : Merci pour la question. Oui, c'est bien ce programme. Malheureusement, je ne suis pas la personne qui est responsable de gérer ce programme. Par contre, on peut faire un suivi sur cette question. Si vous voulez connaître les récipiendaires, ils se trouvent sur des sites Web publics. En ce qui concerne les impacts sur les communautés de langue officielle en situation minoritaire plus spécifiquement, on peut faire un suivi après cette réunion.

Le sénateur René Cormier: On apprécierait si vous pouviez nous envoyer ces informations qui sont très utiles pour notre étude.

Réponse 1

Le soutien du gouvernement à la littératie numérique :

- Depuis 2018, le Programme d'échange en matière de littératie numérique (PELN) finance des organismes à but non lucratif pour soutenir des initiatives de formation en compétences numériques fondamentales pour les Canadiens qui ont besoin d'améliorer leurs compétences et leur confiance dans l'utilisation des ordinateurs, des appareils mobiles et d'Internet de manière sûre, sécurisée et efficace.
- Le programme a bénéficié aux communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) au cours de ses deux phases.
- Dans sa phase actuelle (2022-2025), le DLEP a touché plus de 1 700 participants s'identifiant comme membres de communautés de langue officielle en situation minoritaire, parmi les 142 000 participants touchés à ce jour.
- Voici quelques exemples de bénéficiaires qui servent les CLOSM :
 - *Fabrique Mobile de l'Outaouais*, coopérative de solidarité, dont l'objectif est d'améliorer les compétences numériques de la population, en particulier des personnes âgées de 65 ans et plus, des résidents des régions rurales et éloignées et des personnes à faible revenu de la grande région de l'Outaouais et des cinq municipalités régionales de comté (MRC), ainsi que de la population francophone d'Ottawa.
 - *Gaspésie Literacy Council*, dont l'objectif principal est de fournir des services et des ressources de littératie numérique aux communautés autochtones et anglophones minoritaires de la Côte-Nord du Québec et de l'ensemble du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie.
- Dans sa première phase (2018-2022), le programme a financé 36 organisations pour offrir une formation en littératie numérique aux groupes les plus sous-représentés du Canada, touchant plus de 7 000 participants identifiés comme membres de communautés de langue officielle en situation minoritaire, parmi les quelque 400 000 participants touchés.

Voici quelques exemples de bénéficiaires qui ont servi les CLOSM :

- *Vision Gaspé-Percé Now*, un organisme sans but lucratif dont l'objectif principal est de promouvoir et de maintenir la santé, le bien-être et la vitalité sociale de la communauté anglophone de la région de la baie de Gaspé au Québec (y compris les résidents de la ville de Gaspé et de la ville de Percé).
- *Carrefour d'éducation Populaire De Pointe Saint Charles*, un lieu d'apprentissages divers, d'information, de réflexion, de discussions et d'échanges pour les gens du quartier. L'organisme vise à favoriser le virage numérique du Sud-Ouest de Montréal en contribuant à l'inclusion numérique des personnes les plus touchées par cette exclusion les femmes, les aîné-es, les personnes peu scolarisées, les populations à faibles revenus, les nouveaux arrivants, les minorités linguistiques et les personnes handicapées.
- Certains bénéficiaires ciblent explicitement les CLOSM, tandis que d'autres dispensent des formations dans une vaste zone géographique, qui comprend des membres des CLOSM, comme Literacy Link South Central et ABC : Life Literacy Canada.
- ISDE mesure l'impact du programme sur les membres des communautés de langue officielle en situation minoritaire en recueillant des données volontaires sur les caractéristiques démographiques de chaque participant au programme.
- Les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) font partie des neuf groupes sous-représentés ciblés par le programme et que les participants peuvent identifier lors de la collecte de données. Ces groupes sont les personnes âgées, celles qui n'ont pas terminé leurs études secondaires, les Canadiens à faible revenu, les habitants des régions rurales et éloignées, y compris

le Nord, les Canadiens handicapés, les peuples autochtones, les nouveaux arrivants au Canada, les personnes qui ne parlent pas l'anglais à la maison et les membres des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Exchange 2

Senator René Cormier: I have a follow-up question regarding your pan-Canadian artificial intelligence strategy. Looking at this strategy, we can see that you work with a large number of partners, including the Digital Research Alliance of Canada, CIFAR and Mila. We're in the context of official languages. You mentioned connectivity and accessibility in rural areas. How does your department, through this cooperation with the provinces, private businesses and partners, take official language needs into consideration? In other words, when your department works with a research organization, such as Mila or the Digital Research Alliance of Canada, are research data and information needs in both official languages taken into account?

Mr. Arbour: Thank you for the question. Generally speaking, and in the context of our work, the availability of services in both official languages is very important for the implementation of our programs. In terms of the artificial intelligence strategy specifically, that is another section of the department. We can follow up on this strategy, but when it comes to the connectivity strategy and the high-speed internet file, we have a large number of providers across the country. It's therefore important to work with each partner in the official language of their choice.

As for promoting programs to Canadians in general, I'm not sure if my colleague would like to add anything. No? Great.

Senator René Cormier: Do you have more information on the questions I asked you about the pan-Canadian artificial intelligence strategy? You'll understand that one of our major concerns is the important role that AI will play — and already plays — in the government's relations with the various communities through its various departments. If you or your colleagues have any information on how official languages issues are being taken into account in the implementation of the pan-Canadian strategy, we'd be very grateful to receive it, if you can share it with us.

Mr. Arbour: We can follow up with our colleagues responsible for this strategy, but that's another area of the department.

Senator René Cormier: You'll be giving them a little more work on that front. Thank you for your response.

Response 2

Pan-Canadian Artificial Intelligence Strategy

In 2022, the Minister of Innovation, Science and Industry launched the second phase of the Pan-Canadian Artificial Intelligence Strategy (PCAIS), which includes an investment of over \$443 million committed in Budget 2021. The first phase of the PCAIS was announced in Budget 2017 with an investment of \$125 million.

The strategy has three pillars and brings together partners from across Canada:

Pillar 1: Commercialization

National Artificial Intelligence Institutes (\$60 million over 5 years)

- The National Artificial Intelligence Institutes - Alberta Machine Intelligence Institute ([Amii](#)) in Edmonton, [Mila](#) in Montreal and the [Vector Institute](#) in Toronto - increase the capacity of companies to adopt and commercialize artificial intelligence (AI).

Canada's Global Innovation Clusters (\$125M over 5 years)

- Canada's global innovation clusters – Digital Technology, Protein Industries Canada, Next Generation Manufacturing Canada (NGen), Scale AI and Canada's Ocean Supercluster - encourage the adoption of Canadian-developed AI technologies by companies in key industries, by the public and not-for-profit entities.

Pillar 2: Standards

Standards Council of Canada (\$8.6M over 5 years)

- The Standards Council of Canada supports the development of AI-related standards.

Pillar 3: Talent and research

CIFAR (\$208M over 10 years)

- The Canadian Institute for Advanced Research (CIFAR) works to attract, retain and develop university research talent, maintain research and training centers at the National Artificial Intelligence Institutes, and continue their advanced research, training and knowledge mobilization programs.

Computer science (\$40M over 5 years)

- The Digital Research Alliance of Canada provides computing capacity for AI researchers across Canada.

These measures build on the first phase of the PCAIS, which aimed to support Canada's talent base and global competitive position in artificial intelligence research.

Addressing official language issues in the implementation of the Pan-Canadian AI Strategy

ISED has ensured that official language considerations are taken into account in the implementation of the Pan-Canadian AI Strategy. The Strategy supports activities across the country to accelerate AI research and commercialization.

For example, with CIFAR and the three National Artificial Intelligence Institutes - Mila in Montreal, Amii in Edmonton and the Vector Institute in Toronto – their terms and conditions for funding outline requirements related to Canada's official languages, ensuring these organizations offer services and publish communications for the general public in English and French. For example, the program requires recipients to publish communications or advertisements for funded activities to the general public in both English and French.

In addition, the National Artificial Intelligence Institutes are required to develop an Official Languages Policy. These policies describe how the Institutes will support access to eligible activities in English and French, including active offers of service and cooperation on official languages with other Institutes. At the same time, the Global Innovation Clusters program and its five clusters, as part of the Pan-Canadian Artificial Intelligence Strategy (PCAIS), also impose official language requirements, reinforcing the cluster's responsibility in this regard. In particular, initial funding is conditional on the submission of

a comprehensive official languages strategy. This ensures that the cluster has a structured framework to ensure that its services and communications respect linguistic obligations.

In addition, each cluster is required to publish all key corporate documents, such as business plans, annual reports and other strategic communications, in both official languages. This not only guarantees accessibility for Canadians, but also ensures greater transparency and equal commitment from stakeholders, whatever their official language.

Furthermore, as key players in Canada's innovation ecosystem, clusters are also obliged to offer active services in both official languages to their members, as well as to the general public.

Échange 2

Le sénateur René Cormier : J'ai une question complémentaire qui concerne votre Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle. En regardant cette stratégie, nous voyons que vous travaillez avec énormément de partenaires, dont l'Alliance de recherche numérique du Canada, le CIFAR et Mila. Nous sommes dans le contexte des langues officielles. Vous avez parlé de connectivité et d'accessibilité dans les régions rurales. Comment votre ministère, au moyen de ces collaborations avec les provinces, l'entreprise privée ou vos partenaires, prend-il en compte les besoins linguistiques en matière de langues officielles? En d'autres mots, quand votre ministère travaille avec un organisme de recherche, que ce soit Mila ou l'Alliance de recherche numérique du Canada, est-ce que l'on tient compte des besoins en matière de données de recherche et d'information dans les deux langues officielles?

M. Arbour : Merci pour la question. De façon générale, et dans le contexte de notre travail, les considérations de disponibilité des services dans les deux langues officielles sont très importantes pour la mise en œuvre de nos programmes. En ce qui concerne la stratégie sur l'intelligence artificielle plus particulièrement, c'est une autre section du ministère. Nous pouvons faire le suivi en ce qui concerne cette stratégie, mais en ce qui concerne la stratégie de connectivité et le dossier d'Internet haute vitesse, nous avons un bon nombre de fournisseurs de services à travers le pays. Il est donc important de travailler avec chaque partenaire dans la langue officielle de son choix.

En ce qui concerne la promotion de programmes auprès de la population canadienne de façon générale, je ne sais pas si ma collègue souhaite ajouter quelque chose. Non? Très bien.

Le sénateur René Cormier : Avez-vous davantage d'information sur les questions que je vous ai posées concernant la Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle? Vous comprendrez qu'une de nos grandes préoccupations est la place importante que va occuper — et qu'occupe déjà — l'intelligence artificielle dans les relations du gouvernement avec les différentes communautés par l'intermédiaire de ses différents ministères. Si vous ou vos collègues avez des informations sur la prise en compte des enjeux linguistiques liés aux langues officielles dans la mise en place de la stratégie pancanadienne, nous apprécierions beaucoup avoir cette information, si c'est possible de nous la transmettre.

M. Arbour : Nous pouvons faire un suivi auprès de nos collègues responsables de cette stratégie, mais il s'agit d'un autre secteur du ministère.

Le président : Vous leur donnerez un peu plus de travail de ce côté-là. Merci de votre réponse.

Réponse 2

Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle

Initialement annoncée dans le cadre du budget de 2017 avec un investissement de 125 millions de dollars, en 2022, le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie a lancé la deuxième phase de la Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle (SPIA), qui comprend un investissement de plus de 443 millions de dollars prévu dans le budget de 2021.

La stratégie comporte trois piliers et rassemble des partenaires de partout au Canada :

Pilier 1 : Commercialisation

Instituts nationaux d'intelligence artificielle (60M \$ sur 5 ans)

- Les Instituts nationaux d'intelligence artificielle – *Alberta Machine Intelligence Institute (Amii)* à Edmonton, *Mila* à Montréal et *l'Institut Vecteur* à Toronto – augmentent la capacité des entreprises à adopter et commercialiser intelligence artificielle (IA).

Grappes d'innovation mondiales du Canada (125M \$ sur 5 ans)

- Les grappes d'innovation mondiales du Canada – *Technologie numérique*, *Protein Industries Canada*, *Next Generation Manufacturing Canada (NGen)*, *Scale AI* et la *Supergrappe des océans du Canada* – encourageant les entreprises des principales industries et les entités publiques et sans but lucratif à adopter des technologies d'IA conçues au Canada.

Pilier 2 : Normes

Conseil canadien des normes (8,6M \$ sur 5 ans)

- Le Conseil canadien des normes soutient l'élaboration de normes relatives à l'IA.

Pilier 3 : Talents et recherche

CIFAR (208M \$ sur 10 ans)

- L'Institut canadien de recherches avancées (CIFAR) travaille à attirer, maintenir en poste et développer les talents en recherche universitaire, à maintenir des centres de recherche et de formation aux instituts nationaux d'intelligence artificielle, et à renouveler ses programmes de recherche avancée, de formation et de mobilisation des connaissances.

Informatique (40M \$ sur 5 ans)

- L'Alliance de recherche numérique du Canada fournit une capacité informatique destinée aux chercheurs en IA de l'ensemble du Canada.

Ces mesures se fondent sur la première phase de la SPIA, afin de soutenir la base de talents du Canada et sa position concurrentielle à échelle mondiale en matière de recherche en intelligence artificielle.

Prise en compte des enjeux liés aux langues officielles dans la mise en œuvre de la Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle

ISDE s'est assuré que des considérations en matière de langues officielles soient prises en compte dans la mise en œuvre de la Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle. La Stratégie soutient des activités menées à travers le pays pour accélérer la recherche sur l'intelligence artificielle et la commercialisation de cette technologie.

Par exemple, le programme fixe avec CIFAR et les trois Instituts nationaux en intelligence artificielles – *Mila* à Montréal, *Amii* à Edmonton et *l'institut Vecteur* à Toronto – des exigences relatives aux langues

officielles du Canada afin que ces organisations offrent des services et publient des communications destinés au grand public dans les deux langues officielles. Ce programme prévoit par exemple l'obligation pour les bénéficiaires que leurs communications ou leurs annonces destinées au grand public pour les activités financées soient publiées en français et en anglais.

En outre, le programme s'appliquant aux Instituts nationaux d'intelligence artificielle prévoit qu'ils doivent développer des plans internes en matière de langues officielles. Ces plans décrivent comment ces bénéficiaires soutiendront l'accès aux activités admissibles en anglais et en français, y compris par l'offre active de services et une coopération avec les autres bénéficiaires du programme en matière de langues officielles.

En parallèle, le programme des Grappes d'Innovation Mondiales et ses cinq grappes, dans le cadre de la Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle (SPIA), impose également des exigences en matière de langues officielles, renforçant ainsi la responsabilité de la grappe à cet égard. Notamment, le versement de fonds initial est conditionnel à la soumission d'une stratégie complète en matière de langues officielles. Cela garantit que la grappe dispose d'un cadre structuré pour s'assurer que ses services et communications respectent les obligations linguistiques.

De plus, chaque grappe est tenue de publier tous ses documents corporatifs clés, tels que les plans d'affaires, rapports annuels et autres communications stratégiques, dans les deux langues officielles. Cela permet non seulement de garantir l'accessibilité pour les Canadiens, mais également d'assurer une transparence accrue et un engagement égal des parties prenantes, quelle que soit leur langue officielle.

En outre, en tant qu'acteur clé dans l'écosystème de l'innovation au Canada, les grappes sont également dans l'obligation d'offrir des services actifs dans les deux langues officielles à leurs membres, ainsi qu'au grand public.